



SUPPRESSION DE 9 EMPLOIS EN 2015 DANS LES HAUTES ALPES

NATIONAL

- Bref rappel des suppressions d'emplois des années antérieures tiré des projets de loi de finances (PLF) :

2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
-2 340	-2 565	-2 667	-2 438	-2 023	-1 988	-2 000

- Au titre des 2000 emplois supprimés pour 2015, un volet de +66 emplois lié à des transferts d'autres ministères (rectorats, police, écologie, justice, défense) vient « minorer le volume des suppressions » pour le porter à - 1934 ETP.

- La répartition nationale des suppressions par catégorie d'emplois se présente ainsi :

	A+	A	B	C	TOTAL
Directions départementales	- 123	-319	-474	-866	-1782
Directions nationales et spécialisées	10	23	-19	-130	-116
Services centraux et assimilés	-1	-17	-14	-4	-36
TOTAL	-114*	-313	-507**	-1000	-1934

* -9 AGFIP, -3 AFIP, -7 AFIPA, -13 IP, -6 Idiv HC, - 93 Idiv CN, 17 Idiv expert

** dont 40 B géos

DEPARTEMENT 05

- Les 9 suppressions d'emplois au titre de 2015 pour notre département seront réparties comme dans le tableau ci-dessous. Quant à la déclinaison au niveau des services, elle sera évoquée lors d'un prochain Comité Technique Local (CTL) en principe en janvier 2015.

DIRECTION	CATEGORIES											Total	
	AGFIP	AFIP	AFIPA	IP	Idiv HC	Idiv CN	Idiv expert	A	B	B géo	C		C Ast
05 HAUTES-ALPES				-1				-3	- 1		- 3	- 1	-9

**NE RESTONS DONC PAS SANS REAGIR,
LE 18 NOVEMBRE 2014, ENSEMBLE ,
TOUS EN GREVE !!!**



ILS VEULENT FAIRE ENCORE PIRE ! ON NE DOIT PAS LES LAISSER FAIRE ! **LE 18 NOVEMBRE TOUS EN GREVE !**

La DGFIP est aujourd'hui dans la tourmente. Si la CGT a toujours été sans illusion au sujet de la démarche stratégique, la réalité que nous vivons déjà aujourd'hui et la politique d'austérité renforcée qui se met en œuvre sont inquiétantes pour l'avenir de nos missions. A la DGFIP, nous subissons depuis des années les suppressions d'emplois et la diminution de nos moyens. La CGT n'a cessé d'alerter sur les conséquences de cette politique. Aujourd'hui, nous entrons dans une période intensive d'attaques toujours plus fortes contre notre direction.

Pourquoi cette situation ? Les principales causes de cette situation sont les politiques d'austérité menées depuis plusieurs années. Dernier symbole en date, le Pacte de responsabilité qui conduit ce gouvernement à diminuer toujours plus les dépenses publiques utiles au plus grand nombre à hauteur de 50 milliards, et à préserver celles qui ne bénéficient qu'à certaines catégories (30 milliards d'exonérations sociales et de crédits d'impôts pour les patrons). Il s'agit de plusieurs milliards d'euros de dépenses de fonctionnement en moins et autant de moyens dont seront privés les services publics pour réaliser leurs missions. La CGT exige son abandon.

Quelles conséquences pour nous, agents de la DGFIP ? La première, la plus simple c'est que nous sommes en voie de disparition ! Encore 2000 suppressions d'emploi en 2015, auxquelles il faut rajouter les près de 3000 vacances d'emploi, soit autant de diminutions cachées... Les autres conséquences : des conditions de travail toujours plus dégradées, des collègues en souffrance... et parfois de façon toujours plus grave... C'est cela qu'apporteront ces nouvelles suppressions d'emplois.

Que faire ? Agir collectivement ! Le CTR dit « emploi et moyens » a été programmé le 18 novembre. Pour la CGT Finances Publiques c'est le moment qui doit être privilégié pour mettre l'action collective au cœur du débat ! En effet, dans le contexte actuel, il faut que collectivement nous montrions avec force notre désaccord contre les choix aujourd'hui faits pour la DGFIP et le service public. Pour la CGT Finances Publiques, il s'agit aujourd'hui de construire la mobilisation pour imposer d'autres choix, dont les revendications que portent les personnels constituent la matrice. Cela nécessitera des prolongements d'actions dans les prochains mois à la DGFIP. Nous ne sommes pas les seuls à faire aujourd'hui le choix de l'action. Au niveau Fonction Publique, 4 organisations (CGT, Solidaires, FA-FP, FSU) appellent à une journée de mobilisation le 18 novembre.

Au regard des éléments développés et malgré toutes les difficultés de la période, pour la CGT Finances Publiques, cette mobilisation passe par une journée de grève !!

- Contre les politiques d'austérité et la liquidation des services publics ;
- Pour le retrait du pacte de responsabilité et l'arrêt de la démarche stratégique ;
- Pour le développement d'une protection sociale couvrant tous les besoins ;
- Pour le déblocage du point d'indice et l'augmentation des salaires ;
- Contre tout recul sur nos règles de gestion et nos droits statutaires ;
- Pour l'arrêt des suppressions d'emplois ;
- Pour la création des emplois nécessaires au bon fonctionnement des services.

**Le 18 novembre, tous en grève
pour imposer d'autres choix à la DGFIP !!!**